



LETTRE AUX CORRESPONDANT(E)S

Chères amies et Chers amis

L'Antenne de Foi & Justice Cameroun est heureuse de vous compter parmi ses Correspondants. Pour nous, c'est le signe de l'adhésion de votre Institut aux actions conduites au nom de la vie religieuse dans le domaine de la justice sociale et économique.

Nous comptons faire route avec vous en vous tenant informé(e)s des questions sur lesquelles nous travaillons et sur les actions que nous menons au service de la justice.

En attendant ces nouvelles de nos activités, il nous semble important que vous soyez informés aussi de ce que fait le Réseau international AEFJN dont nous sommes l'Antenne Camerounaise.

C'est pourquoi nous vous adressons en pièce jointe le numéro des ECHOS d'AEFJN du mois de juin 2016.

Nous vous invitons à lire particulièrement l'article intitulé « **Les eurodéputés s'opposent à la Nouvelle Alliance sur la sécurité alimentaire et la nutrition** » dont nous vous proposons ci-dessous un commentaire (voir page 2). Que pensez-vous de cette information ? Que vous inspire-t-elle ?

Nous souhaitons que ces informations vous intéressent et vous donnent quelques clés pour comprendre la marche du monde.

D'ici la fin 2016, nous avons le projet de réunir les Correspondant(e)s pour échanger ensemble sur la manière de travailler et pour approfondir un thème d'action qui corresponde à l'actualité.

Nous vous assurons de notre engagement et nous comptons sur le vôtre.

Fraternellement,

P. Armel FOPA, O. Carm.

Coordinateur

Foi & Justice Cameroun

Le Réseau Foi & Justice Afrique Europe (AEFJN) écoute la voix des africains..., transmet leur message à l'Union Européenne (UE) pour que la réalité de ce continent influence réellement ses politiques en vue d'un développement durable de l'Afrique.

AEFJN défend la cause de l'Afrique par des actions de plaidoyer auprès de l'UE et des pays membres qui sont souvent les responsables des injustices que subit l'Afrique: surveillance de l'impact des politiques de l'UE en Afrique, des accords et protocoles et promotion de stratégies socio-économiques qui prennent en compte les vues des africains.

Une Alliance dite « de sécurité alimentaire » controversée, au Parlement Européen

Extrait d'un article publié par CCFD –Terre Solidaire à l'occasion du débat sur le programme NASAN (Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition) par la Commission de Développement du Parlement Européen le 14 mars 2016 à Bruxelles. À cette occasion, les membres de la société civile, dont les ONG sur le front depuis plusieurs années, ont organisé une action symbolique, mettant en scène l'affrontement entre les grandes multinationales de l'agrobusiness et les petits agriculteurs.

Source : <http://www.solinter-brest.net/associations/ccfd-terre-solidaire-comite/article/une-alliance-dite-de-securite>, consulté le 14 mai 2016.

« Lancée en 2012, la Nouvelle Alliance est un "programme de développement agricole" financé par les pays du G7 et l'Union Européenne. Ce programme dont l'objectif est de sortir 50 millions de personnes de la pauvreté dans 10 pays partenaires en Afrique est basé sur le postulat que l'investissement de sociétés privées dans l'agriculture augmentera la production agricole, ce qui augmentera automatiquement la sécurité alimentaire et la nutrition et réduira par conséquent la pauvreté.

Cette initiative a été fortement critiquée par des organisations de la société civile dans le monde entier, au Nord comme au Sud, parce qu'il facilite les accaparements de terres et de ressources naturelles, affecte les petits agriculteurs et leur droit à une alimentation adéquate, tout en accélérant le processus de privatisation des semences. L'ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, a été chargé par l'UE de rédiger un rapport d'évaluation de la Nouvelle Alliance. Ce rapport conclut que la Nouvelle Alliance "est sévèrement déficiente dans de nombreux domaines". Par exemple, la NASAN est "silencieuse quant à la

nécessité d'encourager un changement vers une agriculture durable utilisant peu d'intrants". Le rapport critique également les risques d'accaparement de terres et de privatisation des semences. Il appelle l'UE et les Etats membres à rendre leur soutien à la NASAN conditionnel à de nombreux changements, soulignant qu' "aucune de ces améliorations ne sera durable à moins qu'elle soit ancrée à une approche basée sur les droits humains dans le développement agricole".

Objectif de la NASAN : Sortir 50 millions de personnes de la pauvreté dans 10 pays partenaires en Afrique par l'investissement de sociétés privées dans l'agriculture...

Mais cette approche facilite les accaparements de terres et de ressources naturelles, affecte les petits agriculteurs et leur droit à une alimentation adéquate, tout en accélérant le processus de privatisation des semences...

Cette initiative ne sert que les intérêts des multinationales de l'agrobusiness, et non les intérêts des petits agriculteurs.

Les militants prenant part à l'action d'aujourd'hui s'adressent aux membres du Parlement Européen pour qu'ils recommandent le retrait de l'UE de la NASAN, car cette initiative ne sert que les intérêts des multinationales de l'agrobusiness, et non les intérêts des petits agriculteurs.

L'UE a investi plus d'un milliard d'euros dans la NASAN, en plus des contributions des Etats membres de la NASAN.

« La terre des pauvres du Sud est riche et peu polluée, mais l'accès à la propriété des biens et aux ressources pour satisfaire les besoins vitaux leur est interdit par un système de relations commerciales et de propriété structurellement pervers. »

LAUDATO SI', N° 52

